

Relations UE-Turquie

Lundi, les ministres de l'Union européenne ont débattu sur l'opportunité de relancer les négociations d'adhésion avec la Turquie, vu que plusieurs pays soutiennent l'Allemagne qui indique que l'UE enverrait un mauvais signal, comme pour récompenser Ankara après la répression des manifestations. Manifestations dont le bilan actuel fait état de quatre morts et près de 7.500 blessés.

Suite aux objections de l'Allemagne, de l'Autriche, des Pays-Bas et de quelques autres, il est probable que l'UE annule et reporte les pourparlers prévus pour mercredi, et soulève de nouveaux des doutes quant à savoir si elle sera jamais admise au club européen.

L'UE avait prévu de réactiver les négociations par l'ouverture d'un nouveau chapitre ou un domaine politique, au point mort depuis 2010.



Le ministre autrichien des Affaires étrangères **Michael Spindelegger**, a apporté un fort soutien à la position de l'Allemagne déclarant : "Nous attendons des signaux d'Ankara indiquant qu'il va vraiment donner aux gens leurs droits. Ils doivent réfléchir sur le comportement de leur police ... la Turquie doit faire certains gestes avant de

commencer les négociations sur un nouveau chapitre."



Le ministre allemand des Affaires étrangères **Guido Westerwelle** et son homologue turc **Ahmet Davutoglu** ont discuté de la question au Qatar le week-end dernier et se sont entretenus par téléphone lundi. "D'un côté, nous ne pouvons pas ignorer ce qui s'est passé au cours des dernières semaines. De l'autre côté, nous devons être conscients de notre responsabilité dans notre relation

à long terme avec la Turquie," a précisé le ministre allemand.

Un officiel turc a déclaré de son côté : "Nous sommes en contact constant. Notre position est très claire et notre point de vue très clair pour tout le monde."

De son côté le Commissaire européen à l'élargissement, **Stefan Füle**, a déclaré à



son retour de Turquie : ""Lors de mes rencontres, j'ai condamné l'usage excessif de la force pour faire taire les protestations pacifiques et j'ai demandé que les

responsables soient traduits en justice.

J'ai transmis le message que la démocratie exige des débats, de consultations et des compromis pour atteindre tous les segments de la société - la démocratie ne se limite pas aux seules élections.

A la lumière de ce qui est en jeu, la Turquie a besoin d'un engagement européen plus fort, et avec plus de normes et de valeurs, ni plus ni moins.

Nous sommes tenus d'éviter que l'élan durable que nous voulons créer soit sapé, nous sommes obligés de réussir ensemble ! Pourquoi ? Parce que personne ne devrait remettre en question l'importance d'une Turquie stable, démocratique et moderne pour la région et pour l'Union européenne dans son ensemble."